



## Plus de droits pour les employées de maison

Le secteur de l'économie domestique est en plein essor. Il est devenu indispensable au bon fonctionnement de la société.

Les emplois dans ce secteur sont occupés principalement par des femmes migrantes sans statut légal. Provenant souvent de pays hors de la communauté européenne, la loi fédérale ne leur permet pas d'obtenir un permis de travail en Suisse.

Travailler sans autorisation de séjour les contraint à vivre dans la précarité et les expose à de nombreux abus.

Afin que cette situation change, l'association nationale "reconnaître le travail domestique - régulariser les sans-papiers" (dont le SIT fait partie) a lancé une campagne nationale réclamant plus de droits pour les employées de maison sans statut légal.

Vêtu-e-s du tablier "aucune employée de maison n'est illégale" et muni-e-s de seaux, de balets et de brosses, une septantaine de manifestant-e-s ont nettoyé la place fédérale. Ils/elles ont approché les parlementaires nationaux afin qu'ils signent la pétition demandant:

1. Des autorisations de séjour pour les travailleurs et les travailleuses sans autorisation de séjour, particulièrement celles et ceux travaillant dans le secteur de l'économie domestique.
2. Un accès garanti et sans risque d'expulsion à la protection sociale pour les employées de maison sans autorisation de séjour.
3. Un accès au Tribunal des prud'hommes sans risque d'expulsion pour les employées de maison sans autorisation de séjour.

A Genève, le syndicat SIT, le Collectif de travailleuses et travailleurs sans statut légal, le Centre de Contact Suisses-Immigrés et le Collectif de soutien aux sans-papiers ont mis sur pied un réseau. Samedi 23 mars, le réseau a orchestré le lancement genevois de cette campagne. La première partie de la matinée s'est tenu une conférence de presse à laquelle quatre employées de maison ont participé. Moment extrêmement fort tant les parcours de vie sont empreints d'abus et de précarité. Puis, la situation migratoire, les conditions de travail du secteur de l'économie domestique, ainsi que les buts et les prochaines actions ont été présentés. La matinée s'est terminée par un cercle de silence dédié aux employées de maison sans statut légal (organisé par l'Eglise protestante de Genève et l'Eglise catholique romaine). Plus de 50 personnes ont revendiqué en silence durant une heure davantage de droits pour les employées de maison et des autorisations de séjour pour les travailleuses et travailleurs sans statut légal.

Suivez la campagne "Aucune employée de maison n'est illégale" sur le site: [www.aemni.ch](http://www.aemni.ch) et signez la pétition sur internet [www.aemni.ch/petition-2/](http://www.aemni.ch/petition-2/)

Pour le SIT,  
Martine Bagnoud, secrétaire syndicale

